



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACCORD CADRE

**Travaux de peinture – sol mince au profit des bâtiments des
services de l'Etat et établissements publics en région Grand
Est**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)**

Référence de la consultation

2020_PFRA_GE_PEINT-SOL

Le présent cahier des clauses techniques particulières précise les conditions dans lesquelles sont réalisées les travaux de l'accord passé pour les locaux des services et établissements publics de l'État en région Grand Est, encore appelés services prescripteurs ou ordonnateurs.

Il est précisé que ce marché comprend quinze (15) lots

Il concerne les services de l'État et les Établissements Publics mentionnés dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

1. PREAMBULE	4
2. SUJÉTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES.....	4
2.1. Nature des prestations.....	4
2.2. Rappel du dispositif et des objectifs	4
2.3. Constitution des devis	4
2.4. Conditions particulières de réalisation des travaux	5
2.5. Coordination entre intervenants	5
2.6. Propreté et déchets du chantier	5
2.7. Stockage des matériaux	5
2.8. Prestations sur bâtiments classés	6
2.9. Protection des ouvrages.....	6
2.10. Déplacement de mobilier	6
2.11. Obligations techniques du titulaire.....	6
2.12. Percements – scellements – rebouchages.....	6
2.13. Travail en hauteur.....	7
2.14. Coupures de réseau	7
2.15. Réception des supports	7
2.16. Développement durable – Environnement	7
2.17. Certificats d'économie d'énergie (CEE).....	8
2.18. Éco-taxes.....	8
2.19. Textes réglementaires.....	8
3. NATURE DES PRESTATIONS.....	8
3.1. Dépose et enlèvement :.....	9
3.2. Travaux annexes :	9
3.3. Contrôle et essais :	9
3.4. Normes et règles applicables :	9
4. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	10
4.1. Période de préparation	10
4.2. Coordination de prestataires	10
4.3. Registre de chantier	10
4.4. Exécution des travaux	10
3.4.1 Calendrier prévisionnel d'exécution.....	10
3.4.2 Calendrier détaillé d'exécution	10
4.5. Travaux sur supports amiantés	11
4.6. Hygiène et sécurité des chantiers	11
4.6.1. Sécurité sur les chantiers	11
4.6.2. Coordination entre les entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé	11
4.6.3. Mesures de prévention	12
4.6.4. Vêtements de travail.....	12
5. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	12
5.1. Études d'exécution	12

5.2.	Plans d'exécution.....	12
5.3.	Echantillons - Prototypes.....	12
5.4.	Organisation du chantier	12
5.4.1.	Accès au chantier – Circulation	12
5.4.2.	Ouvrages cachés ou provisoires	13
5.4.3.	Dégâts, soustractions, détournements de matériaux	13
5.4.4.	Conditions particulières d'exécution des travaux	13
6.	CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX	14
6.1.	Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux.....	14
6.2.	Réception des travaux.....	14
6.3.	Documents après travaux.....	15
6.4.	Garantie et délai de garantie	15
7.	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	15

1. PREAMBULE

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet d'indiquer aux entreprises titulaires des marchés les exigences de réalisation ou contraintes d'exécution qui s'ajoutent aux obligations et dispositions réglementaires définies par les normes et les DTU (Documents Techniques Unifiés) en vigueur au moment de la réalisation des travaux.

Les travaux sont commandés par les services prescripteurs, conformément au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Le titulaire de chaque lot doit une prestation complète (études, fournitures, réalisations, essais, mise en service, etc.). Les installations doivent être livrées en parfait état de fonctionnement et conformes à la réglementation en vigueur en fournissant, le cas échéant, tous les documents associés. La description des prestations faite dans les pièces du marché, n'a pas de caractère limitatif. Le titulaire de chaque lot doit exécuter comme étant compris dans ses prix unitaires, sans exception ni réserve, tous les ouvrages et toutes les prestations nécessaires et indispensables à l'achèvement complet et dans les règles de l'art, des ouvrages projetés. Il ne peut arguer d'erreurs ou d'omissions dans les pièces du marché pour se dispenser d'exécuter les travaux demandés, ni faire une demande de rémunération complémentaire en sus des devis acceptés par le service prescripteur.

2. SUJÉTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

2.1. Nature des prestations

Sans être exhaustives, les prestations de la présente consultation sont principalement axées sur les éléments suivants :

- Arrachage d'anciens revêtements muraux et/ou de sol mince
- Préparation des supports sur fond anciens ou neufs
- Entoilage des anciennes surfaces (murs et/ou plafonds)
- Mise en peinture (y compris par peinture écolabel A+)
- Fourniture et pose de revêtements muraux
- Projection
- Préparation et mise en peinture de façades avec systèmes I2, I3 ou I4
- Fourniture et pose de tout type de revêtements de sol (PVC, Linoléum, revêtement textile,...)

Le présent accord cadre ne prévoit pas d'obligation d'astreinte, de travaux de dépannage urgent ni de travaux de prestations multi-techniques.

2.2. Rappel du dispositif et des objectifs

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord cadre multi-attributaire pour chaque lot. Il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

Pour chaque lot, 3 entreprises sont retenues au niveau de l'accord cadre.

Pour ce faire 2 types de marchés subséquents sont mis en place :

- un marché subséquent conclu par le SGARE et s'exécutant par bons de commande multi-attributaire pour les besoins des services déconcentrés et établissements publics bénéficiaires d'un montant inférieur ou égal à 3 000 € HT. Les 3 titulaires seront remis en concurrence tous les 2 ans par le pouvoir adjudicateur de l'accord cadre. Cette procédure de remise en concurrence redéfinira le classement des titulaires ;
- des marchés subséquents conclus par les services déconcentrés et établissements publics bénéficiaires à la survenance de besoins de travaux d'un montant supérieur à 3 000 € HT et inférieur à 40 000 € HT.

2.3. Constitution des devis

Les devis seront réalisés conformément aux clauses du présent CCAP, tant sur la constitution et présentation du document que sur les délais de réalisation et transmission.

2.4. Conditions particulières de réalisation des travaux

Les travaux seront réalisés généralement dans des sites occupés qui seront en service pendant toute la durée des chantiers.

Les interventions sur les divers réseaux (eau, électricité, évacuations, sécurité...) qui entraîneront des gênes ou nuisances prévisibles devront faire l'objet d'une information auprès du représentant du service occupant **au moins 10 jours ouvrables à l'avance**.

Ces interventions devront être limitées au mieux dans le temps.

2.5. Coordination entre intervenants

Chaque entrepreneur titulaire d'un lot devra avoir pris connaissance du descriptif de l'ensemble des corps d'état pour lesquels une intervention pourrait avoir une incidence sur la réalisation de ses propres travaux.

En cas d'interférence entre les prestations, les entrepreneurs concernés devront indiquer précisément, et dans les délais nécessaires, les ouvrages qui doivent être exécutés par un autre lot pour permettre l'exécution de ses propres prestations (réservations, percements...).

2.6. Propreté et déchets du chantier

Un état des lieux préalable avant travaux est effectué par le service prescripteur de manière contradictoire en présence des occupants et du prestataire.

Préalablement au démarrage des travaux, une protection adaptée des éléments conservés (sols, murs, autres équipements, accessoires, ...) seront protégés par le titulaire afin de faciliter les opérations de nettoyage de fin de chantier.

Le chantier doit toujours être maintenu en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux et le titulaire doit prendre toutes les dispositions utiles à cet effet :

- enlèvement des emballages et protections ;
- élimination des traces de colles et autres produits résiduels ;
- nettoyage du chantier et des sols en fin de journée ;
- évacuation des déchets hors du chantier au fur et à mesure. Il est interdit de jeter les gravois et autres déchets par les ouvertures en façades sans moyens spécifiques adaptés (goulotte, sacs, seaux...).

Les entreprises titulaires sont tenues respecter la réglementation en vigueur en ce qui concerne le transport et l'élimination des déchets produits sur les chantiers. Les entreprises trient les déchets issus du chantier avant de les déposer dans un organisme de tri de leur choix.

Si l'entrepreneur est seul à intervenir sur le chantier, il assume tous les frais afférents au nettoyage de chantier.

Dans le cas où les travaux de l'entrepreneur sont réalisés dans le cadre d'un chantier où interviennent plusieurs entreprises de différents lots, chaque entrepreneur a à sa charge le nettoyage afférent à ses propres travaux.

De façon générale les entreprises intervenantes sur les chantiers, restituent les locaux en fin de chantier dans le même état de propreté que celui dans lequel elles les ont trouvés au démarrage du chantier. Les frais afférent à ces nettoyages restent à leur charge.

En cas de non-respect par l'entreprise des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le service prescripteur peut faire exécuter les nettoyages par une autre entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais et risques de ce dernier.

2.7. Stockage des matériaux

L'entreprise titulaire doit stocker ses fournitures à l'abri des intempéries, des chocs et des salissures pouvant survenir du fait de l'activité du chantier.

Les stockages sur les planchers des étages doivent être compatibles avec les surcharges admissibles.

Les aires de stockage ne devront pas entraver les circulations et zones d'intervention et seront définies en relation avec le service client.

2.8. Prestations sur bâtiments classés

Le titulaire est informé que les travaux amenés à être effectués portent sur un patrimoine très diversifié, tant dans ses fonctions que dans sa valeur architecturale.

En particulier, des interventions peuvent concerner des bâtiments classés monument historique, inscrits à l'inventaire supplémentaire ou situés en périmètre de protection d'un monument.

Dans ce cas, l'entreprise titulaire doit veiller, par ses interventions, à ne pas dénaturer l'aspect des ouvrages.

En concertation avec le service prescripteur, l'entreprise prend toutes les dispositions nécessaires afin de respecter les exigences de l'Architecte des Bâtiments de France.

Attention : si les travaux nécessitent une qualification particulière que le titulaire ne peut produire, les dits-travaux sortent du champ du présent marché.

2.9. Protection des ouvrages

L'entreprise titulaire doit mettre en place les protections nécessaires à l'exécution des travaux. Si malgré la mise en place de telles dispositions il s'avère nécessaire d'effectuer des reprises ou réparations, le titulaire concerné par l'ouvrage détérioré est réputé responsable et prend à sa charge les travaux.

2.10. Déplacement de mobilier

Les entreprises peuvent être amenés à déplacer du mobilier avant d'entreprendre les travaux. Dans ce cas, le coût de la prestation est rémunéré sur la base du taux horaire de main d'œuvre défini dans la présente consultation.

2.11. Obligations techniques du titulaire

Le service prescripteur met à disposition de l'entreprise titulaire les plans comprenant le détail, les côtes et surfaces sur lesquelles portent les travaux. À défaut le titulaire procède à toutes mesures utiles à la réalisation des travaux.

Les cotes données sur ces plans ou détails concernant le dimensionnement des ouvrages sont à considérer comme des minimas auxquels on ne peut pas déroger. Néanmoins l'entreprise titulaire doit vérifier en s'appuyant sur ses connaissances techniques et en procédant au besoin à des calculs et relevés complémentaires, que la réalisation telle que souhaitée par le service prescripteur est réalisable et conforme aux normes en vigueur.

Toute modification apportée par rapport aux plans fournis par le service prescripteur doit être approuvée par celui-ci.

2.12. Percements – scellements – rebouchages

Pour les percements dans les ouvrages de structure existants, l'avis préalable du service prescripteur ou, le cas échéant, celui du bureau de contrôle technique est requis.

L'ensemble des rebouchages est exécuté par chaque entreprise en prenant soin de restituer aux ouvrages concernés leurs qualités de stabilité, de tenue au feu, d'isolement acoustique, thermique et d'homogénéité des matériaux.

2.13. Travail en hauteur

Les travaux en hauteur sont effectués en application des principes généraux de prévention énoncés aux articles L4121-1 à L4121-5 et L4522-1 du Code du Travail.

Les prix unitaires des ouvrages et prestations de travaux sont réputés inclure toutes les sujétions pour travail en faible hauteur.

Le prix pour les moyens d'accès de faible hauteur (tels qu'échelles ou plate-formes individuelles roulantes avec plancher de travail inférieur ou égal à 2,50 mètres) sont réputés être inclus au BPU.

Cependant les dispositions nécessaires à l'exécution des travaux de grande hauteur (supérieures à celles définies ci-dessus) telles que les moyens d'accès (échelle de grande hauteur, échafaudage, nacelles, garde-corps, ligne de vie provisoires...) sont décrits indépendamment des ouvrages à exécuter dans les BPU des différents lots et doivent être utilisées de manière indépendante en complément des ouvrages à effectuer.

Les équipements de travail utilisés pour des travaux temporaires en hauteur doivent être conformes aux dispositions spécifiques énoncées dans la sous-section 6 du Code du Travail (décret 2004-924 du 1er septembre 2004 et sa circulaire d'application du Ministère du Travail DRT 2005/08 du 27 juin 2005).

2.14. Coupures de réseau

Les travaux sont réalisés généralement dans des sites occupés qui sont en service pendant toute la durée des chantiers. Certaines interventions peuvent nécessiter des coupures de réseau (eau, électricité, alarme incendie...) qui entraîneront des gênes ou des nuisances prévisibles. C'est pourquoi **le titulaire prévient le service prescripteur occupant au moins 10 jours ouvrables à l'avance** et fait une proposition sur les dispositions à prendre pour éviter dans la mesure du possible toute coupure. Certains sites ont un enjeu opérationnel et la mise en place de groupes électrogènes peut s'avérer nécessaire. Dans tous les cas, **les coupures et l'utilisation des dispositions contre celles-ci sont toujours limitées dans le temps.**

2.15. Réception des supports

Avant de commencer ses travaux, le titulaire doit réceptionner les supports.

2.16. Développement durable – Environnement

Le pouvoir adjudicateur entend s'impliquer fortement dans une démarche de Qualité Environnementale des Bâtiments (QEB) pour toutes les opérations de travaux dans les bâtiments et espaces publics, objet des travaux du présent marché. Ainsi il s'engage à intégrer systématiquement dans tous ses projets de travaux une approche du développement durable dans les domaines ayant un impact sur l'effet de serre.

Dans ce cadre, les titulaires sont tenus d'utiliser des matériaux et équipements marqués conformes à la norme « NF Environnement » ou équivalent dès lors qu'ils existent. L'entreprise propose des matériaux affichant un écolabel dans la mesure du possible.

Aussi, sur simple demande du service prescripteur, l'entreprise titulaire porte à sa connaissance les caractéristiques techniques des produits et matériaux mis en œuvre en terme de performances énergétiques.

Les articles et produits identifiés dans les bordereaux de prix unitaires contribuent à l'atteinte de ces objectifs environnementaux d'accessibilité et d'innovation.

D'autre part, en respect des démarches du pouvoir adjudicateur dans ce domaine, les titulaires ont un rôle de conseiller auprès des services concernant la mise en œuvre de techniques et de produits compatibles avec cette approche du développement durable.

Afin de favoriser la limitation des nuisances et la maîtrise des risques naturels et technologiques, les titulaires s'engagent à :

- Retenir des matériaux bénéficiant d'un étiquetage environnemental (dans la mesure où ils existent) ;
- Gérer le tri conformément à la réglementation ;
- Assurer la valorisation des déchets valorisables ;
- Mettre en œuvre des solutions permettant d'économiser l'énergie tout en permettant le confort des occupants ;
- Fournir au maître d'ouvrage les fiches de sécurité des matériaux et produits.

La signature du présent accord cadre pour travaux à bons de commande engage le candidat attributaire. L'acceptation de co-traitants et actes de sous-traitance engage chacune des parties prenantes à respecter la présente clause environnementale et à mettre en place tous les moyens nécessaires à sa bonne application.

2.17. Certificats d'économie d'énergie (CEE)

Si les travaux sont éligibles aux certificats d'économie d'énergie (CEE), le titulaire demande au service prescripteur au titre de quel service le certificat doit être émis. Le titulaire établit tous les documents nécessaires à l'obtention de l'avantage financier afférent à la catégorie dont relèvent les travaux.

Le titulaire peut, après accord du service, en être rendu bénéficiaire en contrepartie d'une remise sur les produits et travaux concernés.

2.18. Éco-taxes

En cas de besoin, les prix unitaires du présent bordereau de prix comprennent les éco-taxes instituées par le décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005, relatif à la composition des équipements électriques et électroniques.

2.19. Textes réglementaires

Les travaux doivent être exécutés conformément aux stipulations des documents techniques unifiés (DTU), normes françaises et européennes et aux règles professionnelles et avis techniques en cours de validité.

Les bons de commande peuvent, le cas échéant, mentionner les règles techniques particulières auxquelles les travaux doivent se conformer.

3. NATURE DES PRESTATIONS

Le présent marché s'exécute par bons de commande.

Chaque prix comprend, notamment, les déplacements, l'installation du chantier, son retrait et, le cas échéant la dépose des équipements et éléments matériels antérieurs, rendue nécessaire par la réalisation des nouveaux travaux.

Le bordereau de prix unitaire établi pour les commandes < 3 000 € HT sert de base de prix plafonds maximum pour les devis établis par les entreprises suite aux demandes de travaux émises par les services prescripteurs.

Les prestations désignées ci-après sont réputées incluses dans les prix unitaires et ne donneront donc pas lieu à des rémunérations supplémentaires :

- L'établissement du devis ;
- La reconnaissance des lieux et notamment des conditions de réalisation des travaux (accès, stationnements, réseaux existants...) ;
- Toutes les démarches administratives liées à l'exécution des travaux, notamment les éventuels accords d'occupation du domaine public ;
- La préparation des supports ;
- La fourniture des matériaux et produits propres à l'exécution des travaux, sauf indication contraire du bordereau des prix unitaires ;
- Toutes les fournitures et pièces accessoires nécessaires à l'exécution des travaux ;
- L'implantation et le traçage des ouvrages à réaliser ;
- L'exécution des percements, des saignées, encastréments et leur calfeutrement nécessaires à l'exécution des travaux ;
- La protection des ouvrages existants ;
- La protection des personnes notamment en sites occupés ;
- Les consignations préalables à toute intervention ;
- La signalisation provisoire et le balisage des zones de travaux ;
- Les moyens d'accès de faible hauteur (plate-forme individuelle roulante avec plancher de travail jusqu'à 2,50 mètres) ;

- L'aménagement des zones de stockage des matériaux et matériels de chantiers ;
- Le tri et l'évacuation des déchets, déblais et gravats au fur et à mesure de l'avancement du chantier dans un centre de traitement agréé ;
- Le nettoyage de chantier tel que défini au présent CCTP ;
- La dépose des équipements et éléments matériels antérieurs, sauf indication contraire au bordereau des prix unitaires ;
- La remise en état des ouvrages adjacents détériorés accidentellement ;
- Les dispositions relatives à la protection des travailleurs ;
- Pour les travaux de reprise, de mise en conformité ou de rénovation de l'existant, le prix inclut la dépose des équipements et éléments matériels antérieurs rendue nécessaire par la réalisation des nouveaux travaux ainsi que la remise en état des lieux.

3.1. Dépose et enlèvement :

Le montant des travaux relatifs à la dépose systématique des équipements et matériels mis hors service par suite des travaux de rénovation est considéré comme inclus dans les prix d'installation chiffrés.

3.2. Travaux annexes :

Les réalisations de traversées de murs, plafonds, planchers, corniches et boiseries, le rebouchage de ces réservations et les reprises d'enduits, de plâtre et de peinture sont inclus dans les prix d'installation.

Suite aux travaux commandés, la remise en état et le nettoyage des locaux font partie des prestations dues par le titulaire.

3.3. Contrôle et essais :

Les installations sont réalisées sous le contrôle du maître d'ouvrage et, si besoin, d'un organisme de contrôle désigné et financé par le maître d'ouvrage. En cours de travaux, à leur achèvement et pendant toute la période de garantie, l'entreprise se prête aux différents essais et vérifications qui peuvent lui être demandés. En conséquence, l'entreprise retenue fournit à cet organisme tous documents et renseignements nécessaires concernant les dispositions prises. Selon les directives de l'organisme de contrôle, le titulaire modifie éventuellement son projet et, sans augmentation de prix, dans la limite des spécifications du présent descriptif, des normes et règlements en vigueur.

Au terme des travaux, le titulaire effectue la vérification complète de ses installations et équipements. Celle-ci fait l'objet d'un rapport établi par l'organisme de contrôle. Cette intervention est postérieure à l'exécution et a pour but de s'assurer que l'installation est parfaitement conforme à la réglementation pour ensuite être réceptionnée. À ce titre, en cas de besoin, le prestataire effectue les opérations de démontage et remontage des appareils et des parties d'installation qui sont indispensables pour effectuer ces contrôles.

3.4. Normes et règles applicables :

L'ensemble des travaux exécutés est réalisé conformément aux normes et documents techniques existants dont l'entrepreneur reconnaît avoir pris connaissance même s'ils ne sont pas joints, dont :

- Code du travail ;
- Les réglementations spécifiques aux établissements recevant du public (ERP) ;
- Arrêté modifié du 25 juin 1980 : règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Règlement sanitaire du département où les travaux sont exécutés ;
- Décrets, circulaires et règles concernant les mesures préventives contre l'incendie ;
- DTU 59.1 Travaux de peinture des bâtiments
- DTU 59.3 Peinture des sols
- DTU 59.4 Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux
- DTU 53.1 Revêtements de sol textiles
- DTU 53.2 Revêtements de sol PVC collés
- DTU 42.1 Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères
- DTU 44.1 Etanchéité des joints de façade par mise en œuvre de mastics
- Règlements ou décrets complétant ou modifiant les documents ci-dessus énumérés et connus au jour de la remise des propositions ;

- Normes homologuées et en vigueur de l'Association Française de Normalisation ;
 - Attestations d'essai de fonctionnement délivrées par l'Agence de la Qualité de la Construction ;
 - Cahiers des prescriptions générales établis par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment
-
- Normes homologuées et en vigueur de l'Association Française de Normalisation ;
 - Attestations d'essai de fonctionnement délivrées par l'Agence de la Qualité de la Construction ;
 - Cahiers des prescriptions générales établis par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment.

4. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

4.1. Période de préparation

Il est fixé une période de préparation. Par dérogation à l'article 28-1 du cahier des clauses administratives générales pour les marchés de travaux (CCAG-T).

Sa durée est précisée dans le bon de commande.

Sans précision sur le bon de commande, elle est de **30 jours maximum**.

Pendant la période de préparation, le service prescripteur met en relation les différents intervenants pour organiser le chantier d'un point de vue juridique, administratif, matériel et technique. Des réunions de préparation sont organisées à cet effet. À cette occasion est notamment établi le calendrier détaillé d'exécution qui précise les périodes d'interventions.

Les mesures de prévention des risques professionnels sont précisées :

- en cas d'activité d'une entreprise extérieure seule, par le plan de prévention (PP) établi par le service prescripteur ;
- en cas de co-activité de plusieurs entreprises, par le plan général de coordination (PGC) établi par le coordinateur de la sécurité et de la prévention de la santé (SPS) des travailleurs.

Ces plans permettent également de définir le niveau de tri des déchets de chantier, en vue d'optimiser la valorisation des déchets.

4.2. Coordination de prestataires

S'il y a lieu, la coordination est assurée par le service prescripteur. Celui-ci désigne une personne référente à cet effet. Ses coordonnées sont précisées dans le bon de commande émis pour suivre l'exécution des travaux.

4.3. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-T, la tenue d'un registre de chantier n'est pas imposée sauf stipulation contraire, mentionnée dans le bon de commande.

4.4. Exécution des travaux

3.4.1 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le calendrier prévisionnel d'exécution est défini durant la phase de préparation de chantier, en concertation avec le titulaire.

3.4.2 Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le service prescripteur dans le respect du délai global fixé dans le bon de commande, après consultation de l'entreprise titulaire.

Au cours du chantier et avec l'accord de l'entreprise titulaire, le service prescripteur peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'exécution fixé dans le bon de commande.

L'horaire d'intervention doit tenir compte des impératifs de fonctionnement des bâtiments tels que précisés dans le bon de commande. En l'absence d'indication plus précise, les travaux sont exécutés du lundi au vendredi dans la plage horaire 08h00-17h00.

Dans la mesure où les interventions n'apportent aucune gêne notable à l'utilisation du bâtiment, elles peuvent être effectuées durant les heures d'occupation.

Dans le cas contraire, elles sont effectuées en dehors de ces heures. L'entreprise titulaire doit obtenir une autorisation préalable d'intervention de la part du service prescripteur.

4.5. Travaux sur supports amiantés

Dans le cas où il y a intervention sur des matériaux contenant de l'amiante, les entreprises doivent répondre aux exigences posées par la sous-section 4 du décret n°2012-639 du 4 mai 2012.

L'entreprise intervenante doit alors disposer du personnel formé et avoir défini un mode opératoire

De son côté le gestionnaire de site doit, à minima, communiquer à l'entreprise la fiche récapitulative du dossier technique amiante (DTA), demander à l'entreprise son mode opératoire et établir conjointement le plan de prévention.

4.6. Hygiène et sécurité des chantiers

Le titulaire doit prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents sur les chantiers tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers, conformément aux dispositions des articles 31 et 35 du CCAG-T.

4.6.1. Sécurité sur les chantiers

Les interventions peuvent avoir lieu dans des établissements occupés par les utilisateurs. En conséquence, les entreprises titulaires acceptent de prendre à leur charge et à leurs frais toutes dispositions en vue d'assurer la sécurité de leur personnel et du personnel ou du public fréquentant l'établissement.

Dans les lieux assujettis à la réglementation de la sécurité dans les établissements recevant du public, l'entreprise titulaire prend les mesures imposées par les règlements de sécurité en accord avec le service prescripteur.

Ces mesures sont prises en compte dans les analyses de risques des plans de prévention ou de la coordination SPS (cf. article suivant).

4.6.2. Coordination entre les entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé

Les titulaires sont tenus de se conformer aux textes relatifs à la prévention des accidents du travail et notamment aux prescriptions :

- du décret du 20 février 1992 concernant les plans de prévention (Décret 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure) ;
- du décret du 26 décembre 1994 relatif à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé (Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail).

L'incidence de ces dispositions est réputée incluse dans les prix proposés.

L'entreprise titulaire doit avoir une parfaite connaissance des supports, implantations, réservations des autres entreprises intervenant sur la même opération.

Dans le cas où le décret du 26 décembre 1994 s'applique, la coordination entre les entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est assurée par un coordonnateur SPS désigné par le service prescripteur.

Dans ce cadre, conformément à l'article R 4532-6 à 9 du Code du Travail, les modalités pratiques de coopération entre les différents intervenants et le coordonnateur SPS s'appliquent. Ces articles rappellent

les obligations du maître d'ouvrage vis-à-vis de son coordonnateur SPS (accès aux documents d'études, aux contrats des entreprises, aux réunions de chantier...).

4.6.3. Mesures de prévention

À l'initiative du service prescripteur, un protocole de sécurité définit les dispositions prises par la personne publique au titre de la coordination générale que le prestataire utilisateur doit assurer lors de la réalisation d'opérations qui sont soumises aux dispositions du décret du 20 février 1992 précité.

Le protocole de sécurité relatif au décret du 20 février 1992 est disponible en annexe I du présent CCTP.

4.6.4. Vêtements de travail

L'entreprise titulaire dote son personnel d'un vêtement de travail. Tout personnel intervenant sur le site doit porter en permanence l'insigne spécifique du prestataire.

5. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

5.1. Études d'exécution

Les études d'exécution permettent la réalisation de l'ouvrage. Elles ont pour objet, pour l'ensemble de l'ouvrage ou pour les seuls lots concernés :

- d'établir tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier ainsi que les plans de synthèse correspondants ;
- d'effectuer la mise en cohérence technique des documents fournis par les entreprises lorsque les documents pour l'exécution des ouvrages sont établis en partie par la maîtrise d'œuvre, en partie par les entreprises titulaires de certains lots.

Si de telles études sont nécessaires, celles proposées par l'entreprise titulaire sont soumises à l'approbation du service prescripteur avant tout commencement d'exécution.

5.2. Plans d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages sont à la charge du titulaire, sur la base des plans de projet et des spécifications fournies, le cas échéant, par le service prescripteur et remis au titulaire.

Toutes les dimensions doivent être vérifiées sur place par l'entreprise titulaire et les différences constatées avec celles indiquées aux dessins seront soumises à l'approbation du service prescripteur avant tout commencement d'exécution.

5.3. Echantillons - Prototypes

L'entreprise titulaire doit présenter, sur simple demande du service bénéficiaire, un échantillonnage des produits à mettre en œuvre afin de pouvoir exercer toutes analyses, contrôle et choix (coloris, ...).

5.4. Organisation du chantier

5.4.1. Accès au chantier – Circulation

Le titulaire doit se rendre compte de l'état des lieux, des dispositions du terrain, des accès et abords du chantier, des possibilités de stockage des matériaux, des conditions de sécurité et des co-activités.

L'entreprise titulaire est tenue :

- de se conformer à toutes les dispositions prescrites par les règlements propres au site (voir annexes CCAP) et de voirie. Le cas échéant, elle s'acquitte des redevances d'occupation du domaine public liées à ses travaux ;
- d'assurer la protection des occupants et des tiers contre toute chute de matériaux, par toutes dispositions et moyens appropriés, conformément à la législation en vigueur ;

- de prévoir toutes les protections nécessaires pour éviter tous dommages sur les installations existantes.

En cas de livraison de matériel ou d'outillage sur site, le titulaire est seul responsable de sa réception.

Dans le cadre du présent accord cadre mais aussi du plan VIGIPRATE, les personnels intervenant sur les sites sont tenus de s'identifier à leur arrivée et de signaler leur départ. Il peut être également demandé une preuve d'identité à tout moment.

5.4.2. Ouvrages cachés ou provisoires

Les ouvrages cachés ou provisoires ne peuvent être bouchés ou enlevés sans que le service prescripteur en ait été préalablement averti et que l'entreprise titulaire en ait effectué un relevé contradictoire avec le service prescripteur.

5.4.3. Dégâts, soustractions, détournements de matériaux

L'entreprise titulaire est responsable de tous dégâts survenus sur le chantier pendant les travaux, soit du fait de ses ouvriers, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire dans le chantier comme aussi de toutes détériorations ou soustractions (meubles et immeubles).

Pendant l'exécution et jusqu'à l'achèvement des travaux, l'entreprise titulaire demeure responsable de tous les matériaux, métaux, appareils et objets destinés aux travaux, qu'ils soient mis en œuvre et adhèrent au bâtiment ou simplement déposés sur le chantier.

5.4.4. Conditions particulières d'exécution des travaux

Fondement des ouvrages :

Le fait d'exécuter ses ouvrages implique, pour le titulaire, l'acceptation des fondements, bases ou travaux d'autres lots sur lesquels ils reposeront.

Avant exécution, les entreprises titulaires doivent faire, au service bénéficiaire, toutes les observations ou propositions qu'elle juge utiles pour garantir leur travail. Elles ne pourront pas, par la suite, arguer de la faute d'autrui ou de vices cachés.

Percements et scellements :

Ils seront exécutés par l'entreprise qui en a la nécessité. Néanmoins, les prescriptions suivantes seront respectées :

- Toute intervention concernant les éléments porteurs d'un bâtiment est préalablement soumise au service bénéficiaire ;
- En cas d'atteinte à des motifs architecturaux (pierre, plâtre, bois...) : la décision du service prescripteur est nécessaire ;
- Le prestataire bénéficiaire doit vérifier l'existence de conduits ou canalisations cachés ou encastrés et prendre les dispositions nécessaires à leur protection..

Récupération de matériaux :

Lorsque la dépose de matériaux donne lieu à récupération pour le compte du service prescripteur, cette prestation est payée aux entreprises selon devis accepté repris dans le bon de commande.

Procédure en cas de découverte de produits dangereux (amiante, plomb...) :

En cas de découverte de substances dangereuses (amiante, plomb, etc.) pendant la réalisation des travaux, le titulaire arrête immédiatement les travaux et en avertit le service prescripteur.

6. CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

6.1. Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Le titulaire de chaque lot procède en accord avec le maître d'ouvrage aux essais de ses ouvrages dans les conditions définies par les normes et documents techniques.

Il peut lui être demandé de fournir une attestation d'essais de fonctionnement délivrée par l'Agence de la Qualité de la Construction.

Des modèles sont disponibles sur le site web www.qualiteconstruction.com/outils/attestations-essais-de-fonctionnement

Le service prescripteur peut faire exécuter des vérifications qualitatives des matériaux et produits et des essais sur épreuves conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-T.

Ce contrôle est effectué soit par un référent technique du service prescripteur, soit par un prestataire externe désigné par celui-ci. L'entreprise titulaire du marché est tenue de mettre à sa disposition tous les documents nécessaires (métrés, plans, rapports) pour effectuer son contrôle.

Les opérations de vérification qualitatives ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur les points suivants :

- la qualité des solutions techniques mises en œuvre ;
- la qualité des prestations réalisées ;
- l'état des locaux.

Les frais de main d'œuvre, de transports de fournitures, de matériels, de matériaux, de chargement, d'outillage et toutes installations nécessaires à ces vérifications et essais, sont à la charge du titulaire.

Ces opérations sont exécutées sur les instructions du service prescripteur au cours des travaux ou après leur achèvement.

Les laboratoires ou experts compétents sont choisis par le service prescripteur.

6.2. Réception des travaux

Les travaux font obligatoirement l'objet d'une réception (articles 41 et suivants du CCAG-T).

Cette réception prévoit notamment :

De fixer une date d'achèvement des travaux qui sera le point de départ de toutes les garanties, notamment la garantie du parfait achèvement d'un an.

L'établissement d'un PV de réception notamment quand il y a des réserves à lever après réception.

Un délai est donné au titulaire pour lever les réserves.

La personne chargée du suivi des travaux pour le compte du service prescripteur du bon de commande procède en présence du titulaire ou de son représentant, aux opérations préalables à la réception des travaux décrits dans le devis, accepté par l'établissement du bon de commande.

Les opérations de réceptions sont formalisées.

Le modèle EXE4 « Procès-verbal des opérations préalables à la réception » peut être utilisé.

Ces opérations comportent :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution de prestations prévues au marché ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Lorsque les travaux sont conformes (travaux achevés, absence d'imperfection ou de malfaçon...) leur réception est prononcée sans réserve.

Le procès-verbal de réception des travaux fixe la date d'achèvement des travaux. Il est signé par le représentant du service prescripteur.

Lorsque les travaux ne sont pas conformes, un procès-verbal avec réserves est dressé. Celui-ci mentionne les imperfections, malfaçons ou les travaux inexécutés.

Ce procès-verbal est signé par les deux parties et fixe la date d'achèvement des travaux pour les ouvrages conforme, qui est le point de départ du délai de garantie de parfait achèvement. Si l'entrepreneur refuse de le signer, mention en est faite.

Il est ensuite procédé tel que stipulé aux articles 41.3 à 41.7 du CCAG-T (réception avec réserves ou réfaction :

- soit la réception des travaux est assortie de réserves à charge pour l'entrepreneur d'exécuter les travaux non réalisés ou de remédier aux imperfections et malfaçons dans le délai qui lui est imparti ;
- soit, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, le service prescripteur renonce à ordonner la réfection des ouvrages et propose à l'entrepreneur une réfaction sur le prix.

Si l'entrepreneur exécute les travaux de reprise des réserves de manière satisfaisante, un nouveau procès-verbal est établi pour valider la levée des réserves avec une date d'achèvement qui sera le point de départ du délai de garantie de parfait achèvement pour les ouvrages qui ont été repris.

À l'issue, si l'entrepreneur accepte la réfaction, la réception est prononcée sans réserve.

6.3. Documents après travaux

En fin de chantier, le titulaire est tenu de fournir en trois exemplaires le dossier complet des ouvrages exécutés (DOE) sur support USB, au format PDF ou compatibles AUTOCAD comprenant, en fonction du chantier, notamment :

- Plans de récolement des ouvrages exécutés ;
- Plans électriques et schémas de câblage ;
- Documentations techniques du matériel installé ;
- Notices d'exploitation ;
- Fiches techniques des produits et matériaux mis en œuvre munis de leur étiquetage sanitaire ;
- Éléments techniques nécessaires à l'établissement du Dossier des Interventions Ultérieures sur les Ouvrages (DIUO) à établir par le coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé (SPS) ;
- Bordereau de suivi des déchets.

Dans le cas de travaux simples, le dossier à remettre par l'entreprise peut être allégé après accord du service prescripteur des travaux.

6.4. Garantie et délai de garantie

L'entreprise est soumise aux règles relatives à l'ensemble des responsabilités et garanties légales de l'entrepreneur pour les travaux et équipements fournis.

Le délai de garantie concernant les travaux est d'un an à compter de la date d'effet de la réception complète.

7. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations au C.C.A.G. T explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants :

Articles du CCAP	Dérogation au CCAG-T
Article 3.1	Article 28.1
Article 3.3	Article 28